

# La France et le nucléaire : un flop économique

*Par le Réseau "Sortir du nucléaire" – 25 Juin 2007*

A quelques jours du 1<sup>er</sup> juillet 2007, qui marquera l'ouverture totale du marché de l'énergie, le Réseau "Sortir du nucléaire" publie un dossier qui fait la vérité sur la réalité économique de l'option nucléaire imposée en France. En effet, de nombreux documents ou déclarations laissent entendre que le nucléaire serait une chance pour le pays, un facteur d'indépendance énergétique, et que l'électricité nucléaire ne serait pas chère. Or, il suffit d'étudier les données officielles pour constater que la réalité est bien différente.

Afin de ne pas ouvrir la porte à des polémiques stériles, nous avons basé notre rapport sur deux documents récents publiés le 11 avril 2007 par le Ministère de l'Economie ("**Facture énergétique de la France en 2006**" et "**Bilan énergétique de l'année 2006 de la France**") et sur un document ("**Résultats technique du secteur électrique en France – Bilan 2006**") publié le 1<sup>er</sup> mars 2007 par le Réseau de transport d'électricité (RTE). (Voir les références en fin de document).

On notera que la publication de ces documents s'est faite dans la plus grande discrétion. Il est vrai qu'ils mettent à bas les idées reçues imposées à l'opinion par les incessantes publicités de l'industrie nucléaire mais aussi, hélas, par les déclarations de nombreux représentants politiques. Il est nécessaire de rétablir la vérité.

## **Sommaire:**

1. La facture énergétique française a doublé en 3 ans
2. Les exportations d'électricité ont certes rapporté 4,1 milliards d'euros...
3. ... mais les importations d'électricité ont tout de même coûté 1,5 milliard
4. Exporter de l'électricité rapporte fort peu... c'est même finalement une charge
5. Le chauffage électrique : une hérésie économique... et environnementale
6. C'est l'Allemagne qui vend de l'électricité à la France et non l'inverse
7. Le nucléaire ne protège pas des pannes géantes
8. Canicules 2003 et 2006 : EDF importe de l'électricité à prix d'or
9. Excédent commercial record pour l'Allemagne... et déficit record pour la France
10. Le nucléaire est l'ennemi de l'emploi... et de la "sécu"
11. La facture nucléaire (démantèlement, déchets radioactifs) va être explosive
12. C'est le "tarif administré", et non le nucléaire, qui limite le prix de l'électricité

# La France et le nucléaire : un flop économique

Par le Réseau "Sortir du nucléaire" – 25 Juin 2007

## La facture énergétique française a doublé en 3 ans

Il est souvent dit que le nucléaire protège la France de la montée du prix de l'énergie. Or, en réalité, notre facture a bondit de 24% en 2004, 35% en 2005 et 19% en 2006. C'est-à-dire respectivement +5,6 milliards d'euros en 2004, +10,6 milliards en 2005, et +7,2 milliards en 2006, pour atteindre **46,2 milliards d'euros**. Le ministère avoue : "*La facture payée en 2006 pour un approvisionnement énergétique d'origine étrangère est le double de celle de 2003. Sans elle, le commerce extérieur de la France aurait été excédentaire de 15 milliards d'euros. Avec elle, il est déficitaire de 30*".

Le nucléaire ne nous protège donc pas de l'envolée du prix de l'énergie : il représente certes 80% de l'électricité française, mais ne couvre finalement que 17% de la consommation française d'énergie. C'est que le nucléaire ne peut répondre qu'à des besoins précis et limités. D'ailleurs, un français moyen consomme en moyenne 1,54 tonne de pétrole par an (chiffre 2004), soit **plus qu'un allemand** (1,52) et **bien plus qu'un anglais** (1,33), qui "bénéficient" pourtant de beaucoup moins de nucléaire que les français. CQFD.

Enfin, le ministère reconnaît que "*A prix constants, le montant de la facture énergétique est presque équivalent à celui de 1981, au plus fort du second choc pétrolier.*" Or, en 1981, la part du nucléaire dans la production d'électricité était très faible. Cela veut dire que, 25 ans plus tard, et malgré 58 réacteurs nucléaires, nous en sommes au même point...

## Les exportations d'électricité ont certes rapporté 4,1 milliards d'euros... ... mais les importations d'électricité ont tout de même coûté 1,5 milliard

Il est exact que la France exporte de l'électricité, ce qui est souvent mis en avant par les supporters de l'atome. Ces exportations ont rapporté 4,1 milliards d'euros en 2006. Mais, dans le même temps, **la France a importé de l'électricité pour 1,5 milliard d'euros**. Finalement, la différence est fort modeste et les ventes d'électricité n'ont rapporté que 2,6 milliards d'euros : un montant tout à fait négligeable par rapport aux **48,9 milliards d'euros** payés pour importer de l'énergie. Qui plus est, au-delà du simple bilan comptable exportations/importations, les exportations d'électricité nous coûtent en réalité plus qu'elles ne rapportent. (Voir ci-dessous). Qui plus est, fait incroyable, le ministère ne compte pas le



coût de l'uranium (le combustible des centrales nucléaires), que nous importons à 100%. D'ailleurs, le prix de l'uranium augmente de façon exponentielle et va certainement peser bientôt très lourd dans notre facture énergétique.

## **Exporter de l'électricité rapporte fort peu... c'est même finalement une charge**

Les exportations d'électricité n'ont en réalité pas rapporté 2,6 milliards d'euros à la France. En effet, produire de l'électricité nucléaire coûte beaucoup plus cher que ce que l'on nous dit : il faut décompter les sommes gigantesques qu'il va falloir payer pour le démantèlement des installations nucléaires et pour les déchets radioactifs (voir plus bas), ainsi que les centaines de milliards investis depuis 50 ans dans le nucléaire (cela a été reconnu par Patrick Devedjian, alors ministre de l'industrie : "*Pendant des années, les français ont beaucoup contribué, par leurs impôts, au développement du parc nucléaire.*" - JDD, 2 janvier 2005). Or, **les pays qui importent de l'électricité française ne paieront pas pour ces factures.** Finalement, comme le montre l'Etude "*Exportations de courant électrique : qui perd, qui gagne ?*" (Inestene, 2002), exporter de l'électricité coûte en fait plus cher que cela ne rapporte, tant sur le plan financier que sur le plan environnemental.

## **Le chauffage électrique : une hérésie économique... et environnementale**

Le coût très élevé des importations d'électricité s'explique ainsi : pour "justifier" le nucléaire, EDF et l'Etat français ont imposé depuis 30 ans l'installation de centaines de milliers de chauffages électrique. Résultat : dès qu'il fait un peu froid, la consommation française d'électricité est telle que même nos 58 réacteurs nucléaires n'y suffisent pas.

La France nucléaire importe alors de grandes quantités d'électricité... à des moments où la demande est la plus forte et, de fait, où les tarifs sont très élevés. Notons d'ailleurs que, selon une étude édifiante de l'Ademe publiée en janvier 2005 ("*Note de cadrage sur le contenu CO2 du kWh par usage en France*"), le chauffage électrique est finalement très fortement émetteur de CO2 (180 g par kWh). Rappelons, si nécessaire, qu'il est aussi responsable de la production de grandes quantités de déchets radioactifs.

## **Le nucléaire ne protège pas des pannes géantes**

C'est pourtant ce qui a été affirmé lors de la panne géante du 4 novembre 2006 en Europe, sous prétexte que la panne a pris naissance en Allemagne. Certes, celle-ci a entamé depuis 2000 un plan de sortie du nucléaire, mais elle n'a pour le moment fermé que trois vieux réacteurs et il y en a encore 17 qui fonctionnent. Actuellement, l'Allemagne est donc toujours un des pays les plus nucléarisés du monde, et cela ne l'a pas empêchée d'être frappée par cette panne géante. CQFD.



De plus, si la France a été touchée par la panne, ce n'est pas qu'elle aurait "volé au secours de l'Allemagne" comme cela a parfois été dit, mais au contraire parce que la France importait de l'électricité allemande. Et ce ne sont pas les centrales nucléaires qui ont permis de rétablir la situation : le communiqué du Réseau de transport d'électricité (RTE) précise : "*RTE a immédiatement sollicité une augmentation de la production hydroélectrique, la plus rapide à mobiliser.*"

Non seulement le système ultra-centralisé "Centrales nucléaires / lignes Très Haute Tension" n'est pas une garantie contre les pannes géantes, mais il est au contraire très vulnérable, en particulier face aux intempéries. Ainsi, lors de la tempête de décembre 1999, la centrale du Blayais (Gironde) a été si gravement inondée qu'elle a frôlé la catastrophe nucléaire.

## C'est l'Allemagne qui vend de l'électricité à la France et non l'inverse

Il est souvent dit que l'Allemagne sort du nucléaire... en important l'électricité nucléaire française.

C'est **parfaitement faux** : depuis 3 ans, c'est l'Allemagne qui est exportatrice nette d'électricité vers la France. Ces données sont consultables sur le site du Réseau de Transport d'électricité (RTE) qui appartient à EDF. Ainsi, en 2006, l'Allemagne a exporté 5,6 Twh d'électricité vers la France (chiffre net : il y a des échanges dans les deux sens, mais la différence est nettement favorable à l'Allemagne).



## Canicules 2003 et 2006 : EDF importe de l'électricité à prix d'or



Le même phénomène de surconsommation extrême se produit désormais aussi lors des canicules, avec la mise en service de climatiseurs extrêmement gourmands en électricité, combiné aux graves difficultés du parc nucléaire : EDF doit arrêter de nombreux réacteurs car il devient impossible de les refroidir : l'eau des rivières est trop chaude ou en quantité insuffisante. (Rappel : "*Canicule : EDF réduit la production de ses centrales nucléaires*". AFP, 29 juillet 2003 ; "*Des centrales à l'arrêt à cause de la sécheresse*". Le Figaro, 30 juillet 2003).

Ainsi, c'est seulement en important de grandes quantités d'électricité que la France nucléaire a évité la pénurie lors des canicules 2003 et 2006. En août 2003, EDF a importé de l'électricité à 1000 euros/kWh, soit 40 fois le prix du début d'année. ("*La canicule a coûté 300 millions d'euros à EDF*", 1<sup>er</sup> octobre 2003 Les Echos).

EDF a aussi du importer en 2006 ("*Canicule - EDF contraint d'acheter à l'étranger*", 20 juillet 2006, Les Dernières nouvelles d'Alsace). Or, les climatologues sont unanimes, les canicules vont être de plus en plus fréquentes et intenses. La France nucléaire va inévitablement être mise en grande difficulté, avec des pénuries et d'immenses coûts financiers.

## Excédent commercial record pour l'Allemagne... et déficit commercial pour la France

On nous dit souvent que le monde entier envie à la France son nucléaire grâce auquel l'économie française serait favorisée. Or, une fois de plus, les faits sont têtus : en 2006, l'Allemagne, qui sort du nucléaire et ne compte plus que 17 réacteurs pour 85 millions d'habitants, a établi un **excédent commercial record** de 162 milliards d'euros.

Dans le même temps, la France, qui a la "chance" d'avoir 58 réacteurs nucléaires pour 62 millions d'habitants, a réalisé elle aussi un record, mais en terme de **déficit commercial** (- 30 milliards). Certes, l'atome n'est peut-être pas la cause directe des déboires économiques français... encore que : en investissant massivement dans le nucléaire, la France s'est certainement privée d'investissements productifs qui font défaut encore aujourd'hui.

En tout cas, la preuve est établie qu'il n'y a aucun "miracle nucléaire" sur le plan de la compétitivité.

## Le nucléaire est l'ennemi de l'emploi... et de la "sécu"

Contrairement à une idée reçue, le nucléaire crée très peu d'emplois : ainsi, si le réacteur EPR (en projet à Flamanville, dans la Manche) est construit, il créera à peine 300 emplois pérenne pour 3,3 milliards d'euros, soit un seul emploi pour 11 millions d'euros : une misère. La même somme, investie dans les plans d'économie et dans les renouvelables, créerait 15 fois plus d'emplois (Etude "*Un courant alternatif pour le Grand-Ouest*", avril 2006).



Qui plus est, de nombreux salariés précaires effectuent dans les centrales nucléaires les opérations en zones radioactives. Après un certain nombre d'années, ses salariés ne sont plus embauchés par EDF, mais il est inévitable qu'ils développent des cancers bien au dessus de la moyenne nationale. Au-delà du drame humain, il est clair que c'est une lourde charge pour le système de santé, du fait du nucléaire.

## La facture nucléaire (démantèlement, déchets radioactifs) va être explosive

Il est impossible d'obtenir de la part d'EDF des chiffres fiables concernant le coût du démantèlement des installations nucléaires. La Cour des comptes dénonce, tous les ans, cette opacité. Cependant, il est possible d'avoir une bonne estimation en comparant avec les chiffres publiés en Grande-Bretagne : le démantèlement des installations nucléaires y est officiellement chiffré à 103 milliards d'euros (70 milliards de livres). Et encore, c'est un chiffre provisoire, qui a déjà été réévalué à deux reprises et qui devrait l'être encore.

L'industrie nucléaire française est environ 5 fois plus importante qu'en Grande-Bretagne (puissance installée de 63 GW contre 11 GW, sans oublier les nombreux autres sites nucléaires qui parsèment la France). On pourrait donc estimer à 500 milliards d'euros le coût pour la France, alors qu'EDF n'évoque que quelques dizaines de milliards.

Par ailleurs, il faut très certainement compter sur une facture aussi importante, voire supérieure, concernant la gestion des déchets radioactifs, dont certains vont rester dangereux pendant des millions d'années. Tôt ou tard, la France devra payer sa facture nucléaire, et elle sera explosive. Les "responsables" actuels, tant dans les entreprises nucléaires (EDF, Areva) que dans le monde politique (majoritairement pronucléaire) comptent bien être à la retraite ou même enterrés depuis longtemps lorsque leurs responsabilités apparaîtront clairement et qu'il faudra payer la facture nucléaire.

## **C'est le "tarif administré", et non le nucléaire, qui limite le prix de l'électricité**

Si le prix de l'électricité est (relativement) modéré, ce n'est pas "grâce au nucléaire" comme on tente de nous le faire croire, mais simplement parce que ce prix est limité par l'Etat (le tarif est dit "administré"). D'ailleurs, si ce tarif est supprimé, ce qui est hélas programmé, le prix de l'électricité s'envolera, nucléaire ou pas. C'est d'ailleurs déjà le cas pour les industriels qui, croyant payer moins cher, ont abandonné le tarif administré.

Notons cependant que, même avec le tarif administré, l'électricité est chère en France, comme le reconnaît le Commissariat à l'énergie atomique dans l'édition 2006 du Mémento sur l'énergie : EDF apparaît au 15<sup>ème</sup> rang pour le coût hors taxe du kWh basse tension (appelé domestique), au dessus de la moyenne des 25 pays européens (0,0905 € contre 0,0903 €). Une fois de plus, le "miracle nucléaire" de la France n'est qu'un mythe...

## **Conclusion**

Le nucléaire n'est pas seulement nuisible pour l'environnement (risques, déchets radioactifs, prolifération, etc) et pour la démocratie, c'est aussi une fort mauvaise affaire pour la France sur le plan économique. Nous l'avons vu, le nucléaire ne nous évite finalement que très peu d'importation de pétrole/gaz/charbon et cette modeste économie est largement dépassée par ce que nous coûte le nucléaire lui-même.

Qui plus est, sans le nucléaire, il y aurait eu d'importants efforts pour économiser l'énergie (isolation des bâtiments en particulier) et développer les énergies renouvelables. Il est donc absurde de considérer que nous aurions importé en pétrole-gaz-charbon l'équivalent de ce que couvre aujourd'hui le nucléaire. D'ailleurs, les économies auraient concerné toutes les énergies : quand on économise, on le fait globalement. De fait, non seulement nous n'aurions pas de nucléaire... mais nous consommerions aussi beaucoup moins d'énergies fossiles.

Au lieu de mettre encore des milliards dans cette industrie passéiste, et de continuer la course poursuite (perdue d'avance) vers toujours plus de consommation et de production, la France ferait bien d'investir massivement dans les économies d'énergie (en priorité l'isolation des bâtiments) et dans les énergies renouvelables. Ce serait la meilleure chose à faire tant sur le plan environnemental que sur le plan économique.

Terminons en rappelant que les données évoquées dans ce document seraient totalement caduques en cas d'accident nucléaire : les conséquences économiques d'une catastrophe

nucléaire seraient certes incommensurables, mais elles seraient négligeables comparées aux souffrances infligées aux êtres vivants. Des millions de personnes continuent d'ailleurs de (sur)vivre dans les zones les plus contaminées par la catastrophe de Tchernobyl. Ne l'oublions pas... et sortons (vite) du nucléaire.

---

### **Liens vers les chiffres officiels :**

**"Facture énergétique de la France en 2006"**

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/pdf/facture-2006.pdf>

**"Bilan énergétique de l'année 2006 de la France"**

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/pdf/bilan2006.pdf>

**"Résultats technique du secteur électrique en France – Bilan 2006"**

[http://www.rte-france.com/htm/fr/mediatheque/telecharge/rtse\\_2006.pdf](http://www.rte-france.com/htm/fr/mediatheque/telecharge/rtse_2006.pdf)